

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE

UN LIBRARY

OCT 23 1974



COLLECTION

Distr.
LIMITEE

T/L.1190
21 octobre 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante et unième session
Point 4 b) de l'ordre du jour

SITUATION AU PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1433ème séance, tenue le 18 octobre 1974, le Conseil de tutelle a nommé un Comité de rédaction composé des représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique dont la tâche était d'élaborer, sur la base des débats qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation au Papua-Nouvelle-Guinée et de faire des recommandations sur le chapitre traitant de la situation dans ce territoire qui sera inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
2. Le Comité de rédaction a tenu deux séances. Il a pu bénéficier du concours des représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale que le Conseil a consacrée à la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et recommandations qui reflètent, à son avis, l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui figurent dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé sur la situation au Papua-Nouvelle-Guinée (T/L.1186 et Add.1 et 2) comme texte de base pour l'établissement du chapitre traitant de la situation dans ce territoire qui sera inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
5. Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations qui figurent dans l'annexe ci-après et de les inclure à la fin des sections ou sous-sections appropriées du chapitre relatif au Papua-Nouvelle-Guinée.

Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
LE PAPUA-NOUVELLE-GUINÉE

Introduction

Du fait que le Territoire a officiellement accédé à l'autonomie le 1er décembre 1973, le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée est maintenant pleinement responsable des affaires intérieures dans tous leurs aspects. En conséquence, le Conseil de tutelle, rappelant l'observation qu'il a faite à sa quarantième session, estime qu'il n'a plus de raison de présenter des commentaires sur ces questions. Les observations qui suivent concernent donc, pour l'essentiel, les domaines pour lesquels l'autorité administrante est toujours officiellement compétente ainsi que la question générale de l'évolution du Papua-Nouvelle-Guinée à l'indépendance.

A. Généralités

Le territoire et la population

Le Conseil de tutelle, rappelant son appui constant au principe de l'unité nationale, se félicite que la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée ait voté en faveur de l'évolution du Territoire vers l'indépendance en tant qu'entité nationale unique.

Le Conseil note que les négociations se poursuivent entre le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée et le Gouvernement de l'Australie sur la question des frontières, et il exprime l'espoir que ces négociations aboutiront à un résultat satisfaisant pour toutes les parties intéressées, de préférence avant que le Papua-Nouvelle-Guinée n'accède à l'indépendance. Il prend note de l'opinion du Gouvernement de l'Australie selon laquelle une répartition appropriée des compétences et un partage équitable des ressources doivent être prévus dans le traité qui sera conclu entre les deux gouvernements.

B. Progrès constitutionnel et politique

Affaires étrangères et défense

Le Conseil de tutelle note que jusqu'au moment de l'indépendance, bien que l'Autorité administrante ait la responsabilité finale dans le domaine des affaires étrangères dans la pratique, le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée mène sa propre politique avec les encouragements de l'Autorité administrante. Le Conseil se félicite de la participation croissante du Papua-Nouvelle-Guinée aux affaires internationales.

Le Conseil de tutelle prend note du fait que la constitution d'une force de défense papuane-néo-guinéenne se poursuit et que des mesures sont prises pour indigéniser sa composition.

Le Conseil se félicite de la déclaration du Représentant spécial selon laquelle la force de défense sera utilisée notamment pour faire avancer la tâche de l'édification de la nation, et souligne le rôle important que pourrait avoir la force de défense dans la promotion de l'unité nationale.

Education politique

Le Conseil se félicite de ce que les programmes d'éducation politique continuent de faire l'objet d'une attention particulière, et dans ce contexte se félicite de la participation des citoyens du Papua-Nouvelle-Guinée aux travaux du Comité de planification constitutionnelle; cette participation est une nouvelle preuve du succès du programme.

Fonction publique: formation et nomination d'autochtones à des postes de responsabilité dans l'Administration

Le Conseil de tutelle prend note avec une certaine inquiétude de la déclaration du représentant spécial selon laquelle le départ des expatriés s'est poursuivi dans le secteur public à un rythme plus rapide que prévu. Le Conseil prend note en outre des remarques du représentant spécial sur le souci, d'une part, de ne pas compromettre les activités gouvernementales essentielles, et sur l'impérieuse nécessité, d'autre part, d'accélérer l'indigénisation, ainsi que sur la nécessité de ne pas retarder la promotion des ressortissants du Papua-Nouvelle-Guinée sous prétexte de vouloir maintenir des niveaux d'efficacité ou des activités ne répondant pas aux conditions existantes. Le Conseil accueille avec satisfaction les contributions appréciables du groupe de personnel d'assistance australien et il est convaincu que si des lacunes devaient se présenter dans la fonction publique, le Comité de la fonction publique du Papua-Nouvelle-Guinée pourrait recruter outre-mer le personnel nécessaire.

C. Progrès économique

Généralités

Le Conseil de tutelle accueille avec satisfaction le généreux engagement qu'a pris le Gouvernement australien d'aider un Papua-Nouvelle-Guinée uni au cours d'une période de trois ans à partir de l'exercice 1974/75. Le Conseil exprime l'espoir qu'un Papua-Nouvelle-Guinée indépendant aura rapidement accès aux sources d'assistance multilatérales et bilatérales à côté de celles auxquelles il peut déjà avoir recours. En même temps, le Conseil se félicite des récents indices selon lesquels les sources internes de recettes du Papua-Nouvelle-Guinée représentent un apport satisfaisant à l'économie du territoire et contribuent à permettre au territoire à se suffire à lui-même.

Investissements étrangers

Le Conseil de tutelle note avec satisfaction les intéressants renseignements qu'a fournis le représentant spécial dans sa déclaration du 18 octobre 1974 sur l'attitude de son gouvernement à l'égard des investissements étrangers. Le Conseil approuve l'opinion du représentant spécial, suivant laquelle, tout en étant bien accueillis et encouragés en raison du stimulant qu'ils pensent constituer pour le développement économique et social du pays, les investissements étrangers doivent néanmoins profiter au peuple du territoire dans son ensemble et doivent donc être contrôlés par les autorités de manière appropriée. A cet égard, le Conseil note avec approbation les activités croissantes de la National Investment Authority et de l'Investment Corporation.

Finances publiques

Le Conseil de tutelle accueille avec satisfaction la création de la Banque du Papua-Nouvelle-Guinée, les trois emprunts nationaux qui ont été souscrits avec succès à l'étranger et les autres indices de l'autonomie croissante du Papua-Nouvelle-Guinée dans le domaine des finances internationales.

F. PROGRES CONSTITUTIONNEL ET ACCESSION A L'INDEPENDANCE

Progrès constitutionnel

Le Conseil de tutelle note que, à la suite de longs débats, le Comité de la planification constitutionnelle a saisi la Chambre d'assemblée le 16 août 1974 de son rapport définitif. Le Conseil note en outre que, des 15 chapitres des rapports servant à l'étude de la constitution, les cinq premiers ont déjà été examinés et adoptés par la Chambre d'assemblée et que celle-ci envisage qu'elle pourrait adopter les dix autres chapitres avant la fin de l'année.

Le Conseil accueille avec satisfaction la décision du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée d'élaborer une constitution sur la base de l'indépendance et reflétant les besoins et les aspirations propres du pays. Le Conseil estime que les consultations approfondies qui ont caractérisé jusqu'à présent les débats constitutionnels de la Chambre d'assemblée ont été essentiels à l'élaboration d'une constitution acceptable. Le Conseil exprime l'espoir que cette procédure sera maintenue pour l'examen par la Chambre d'assemblée des chapitres des rapports restant à adopter.

Le Conseil de tutelle note que des dispositions en vue de la révision de la constitution après l'indépendance sont en cours d'examen et il estime que ces dispositions peuvent effectivement être souhaitables, compte tenu des changements considérables auxquels on peut s'attendre pour le Papua-Nouvelle-Guinée au cours des quelques premières années de son indépendance.

Le Conseil de tutelle rappelle la déclaration du représentant spécial selon laquelle le loyalisme régional était très réel au Papua-Nouvelle-Guinée et, à ce propos, note que trois gouvernements provinciaux provisoires de district viennent d'être établis dans le Territoire.

Le Conseil note en outre que la Chambre d'assemblée n'a pas encore pris de décision quant à l'ampleur des responsabilités des gouvernements régionaux par rapport au gouvernement central. Il rappelle qu'il a déjà fait sien le principe de l'unité nationale et exprime l'espoir que cette question pourra être réglée d'une manière à la fois compatible avec ce principe et satisfaisante pour tous les intéressés.

Accession à l'indépendance

Le Conseil de tutelle se félicite de l'accession du Papua-Nouvelle-Guinée à la pleine autonomie intérieure le 1er décembre 1973 ainsi que du fait que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée assume de plus en plus les responsabilités qui incombent encore officiellement à l'Autorité administrante.

Le Conseil prend note de la déclaration du Gouverneur général de l'Australie, en date du 9 juillet 1974, selon laquelle, jusqu'à ce que la Chambre d'assemblée décide de proclamer l'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée, son gouvernement

considérerait le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée comme le gouvernement d'une nation indépendante à l'égard de laquelle l'Australie a certaines obligations spéciales et inéluctables. Le Conseil note que l'Autorité administrante a réaffirmé sa volonté de remplir ses obligations pendant la période précédant l'accession à l'indépendance.

Le Conseil rappelle que l'Assemblée générale, dans la résolution 3109 (XXVIII) du 12 décembre 1973, a noté, en ce qui concerne le calendrier de l'indépendance, que, de l'avis de l'Autorité administrante, il y avait deux éléments qui intervenaient dans la détermination de l'indépendance : les vues de la Puissance administrante et les vues du peuple du Papua-Nouvelle-Guinée exprimées par l'intermédiaire de ses représentants élus à la Chambre d'assemblée, et que, à ce propos, l'Autorité administrante prévoyait que l'indépendance interviendrait d'ici à 1975 et que celle-ci devait être réalisée en consultation très étroite avec le Gouvernement et la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée.

Le Conseil note que la Chambre d'assemblée du Papua a réaffirmé qu'à son avis elle représentait les vues de la population du Territoire. Il note également que, le 9 juillet 1974, la Chambre d'assemblée a décidé que le Territoire devait accéder à l'indépendance aussitôt que possible après la promulgation d'une constitution et que toute date proposée pour l'indépendance devait être approuvée par elle.

Le Conseil note en outre que l'Autorité administrante a indiqué à plusieurs reprises qu'elle était disposée à accorder officiellement l'indépendance au Papua-Nouvelle-Guinée dès que la Chambre d'Assemblée le demanderait.

En ce qui concerne la date de l'indépendance, le Conseil note que le représentant spécial, parlant au nom de son gouvernement, considère que l'accession à l'indépendance pourrait avoir lieu avant la trentième session de l'Assemblée générale, qui s'ouvrira en septembre 1975.

Fin de l'Accord de tutelle

Le Conseil de tutelle rappelle qu'il faut, pour mettre fin à un accord de tutelle, que l'Assemblée générale adopte une résolution à cet effet. Il accueille favorablement le vœu exprimé par le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée, et tendant à ce qu'il soit mis fin à l'Accord de tutelle à la date de l'indépendance, et note que cette indépendance pourrait bien intervenir avant la prochaine session de l'Assemblée générale.

Le Conseil de tutelle a examiné attentivement la requête présentée, dans sa déclaration du 15 octobre 1974, par le représentant spécial qui a demandé que le Conseil recommande à l'Assemblée générale de prendre des mesures dans la perspective de l'accession à l'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée. Le Conseil note que pour donner suite à sa demande d'avis officiel et formel du Conseiller juridique, ce dernier a répondu que la procédure proposée par le représentant spécial était conforme à la pratique de l'ONU, aux principes de la Charte et au droit international en général.

C'est pourquoi le Conseil recommande qu'à sa vingt-neuvième session, l'Assemblée générale mette fin à l'Accord de tutelle à dater de l'accession à l'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée, et prie l'Autorité administrante de notifier au Secrétaire général la date qui aura été fixée pour cette indépendance et à laquelle, par voie de conséquence, l'Accord de tutelle cessera d'être en vigueur.
